



AUDISOL

Le Cabinet de l'Economie Sociale et Solidaire

Société d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes

inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables et sur la liste des commissaires
aux comptes de Paris

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS
EXERCICE CLOS LE 31/12/2022**

Dénomination : Fédération nationale des Bistrots de Pays

Association Loi 1901

Siège Social : 4, Impasse des Cordeliers 04300 FORCALQUIER

SIRET : 453 326 217 00016

RNA : W044001176

Fédération nationale des Bistrots de Pays

4, Impasse des Cordeliers

04300 FORCALQUIER

Rapport du commissaire aux comptes

sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

Mesdames, Messieurs les Membres de l'Association,

En exécution de la **mission complémentaire** qui nous a été confiée par votre assemblée générale du **25 mars 2024** dans le cadre des dispositions de l'article L.820-3-1 du code de commerce, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2022, sur :

- Le contrôle des comptes annuels de l'Association **Fédération nationale des Bistrots de Pays « FNBP »**, tels qu'ils sont joints au présent rapport;
- La justification de nos appréciations;
- Et les vérifications spécifiques prévues par la loi.

Opinion

Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur vos comptes.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. »

Vérification du rapport financier et des autres documents adressés aux membres de l'Assemblée générale

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'Association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de détecter systématiquement toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

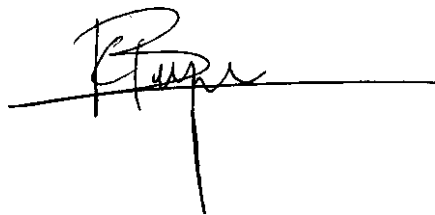
Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Paris, le 17 septembre 2024

Le Commissaire aux comptes,

AudiSol

Karim BANGOURA

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Karim Bangoura', is written over a horizontal line. A vertical line extends downwards from the end of the signature.

Annexe 1

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'Association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur des éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ASSD FEDERATION NATION.DES BISTROTS DE PA
4 IMP DES CORDELIERS

04300 FORCALQUIER

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Voir en page 3 le rapport de Fiducial Expertise sur les comptes annuels

	Brut	Amortissements et dépréciations	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Fonds Commercial				
Autres immo.incorp.,avances & acptes	25 000	11 264	13 736	18 736
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels, outillage				
Autres immobilisations corporelles	15 574	14 388	1 186	1 823
Immo. en cours, avances & acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées	566		566	559
Autres immobilisations financières				
Total	41 140	25 652	15 489	21 118
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Matières premières,approvisionnements	7 805		7 805	
En cours de production				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	2 226		2 226	3 919
Créances				
Clients et comptes rattachés	3 577		3 577	5 876
Fournisseurs débiteurs				
Personnel				100
Etat, impôts sur les bénéfices				1 573
Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	3 683		3 683	638
Autres créances	18 945		18 945	17 501
Divers				
Avances & acptes versés/commandes				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	220 641		220 641	210 094
Total	256 877		256 877	239 701
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	1 524		1 524	229
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remb. des obligations				
Ecart de conversion et diff. d'évaluation - Act				
Total	1 524		1 524	229
TOTAL ACTIF	299 542	25 652	273 890	261 048

Voir en page 3 le rapport de Fiducial Expertise sur les comptes annuels

	Net au 31/12/2022	Net au 31/12/2021
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel		
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecart de réévaluation		
Réserve légale		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	105 481	104 173
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice	-4 881	1 308
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Total	100 600	105 481
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Total		
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	2 200	5 100
Total	2 200	5 100
DETTES		
Emprunts obligataires		
Autres emprunts	24 750	31 500
Découverts, concours bancaires	1	3
Associés et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 814	5 895
Dettes fiscales et sociales :		
. Personnel	8 279	10 040
. Organismes sociaux	12 461	9 829
. Etat, impôts sur les bénéfices		
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	597	979
. Etat, obligations cautionnées		
. Autres dettes fiscales et sociales	2 188	2 221
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
Total	60 090	60 467
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance	111 000	90 000
Ecart de conversion et diff. d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF	273 890	261 048

Voir en page 3 le rapport de Fiducial Expertise sur les comptes annuels

	du 01/01/2022	%	du 01/01/2021	%	Var. en val. annuelle	
	au 31/12/2022	CA	au 31/12/2021	CA	en euros	%
PRODUITS						
Ventes de marchandises	4 214	32,81	4 023	38,93	192	4,76
Production vendue	8 632	67,19	6 310	61,07	2 322	36,80
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	188 725	#####	101 428	981,57	87 297	86,07
Autres produits	54 816	426,69	59 054	571,49	-4 238	-7,18
Total	256 387	#####	170 815	#####	85 572	50,10
CONSOMMATIONS						
Achats de marchandises	2 525	19,65	5 741	55,56	-3 216	-56,02
Variations stock (marchandises)	554	4,31	-1 819	-17,61	2 373	130,46
Achats de matières premières et d'autres approvisionnements	9 921	77,22			9 921	#####
Variation de stock (mat. premières)	-7 805	-60,76			-7 805	#####
Autres achats & charges externes	98 650	767,90	40 879	395,61	57 771	141,32
Total	103 844	808,33	44 801	433,56	59 043	131,79
CHARGES						
Impôts, taxes et versements ass.	3 706	28,85	3 184	30,82	522	16,39
Salaires et traitements	117 138	911,82	87 223	844,11	29 915	34,30
Charges sociales	29 994	233,48	23 113	223,67	6 881	29,77
Dotations amortissements, dep. et prov.	5 637	43,88	7 987	77,29	-2 350	-29,43
Autres charges	1 306	10,16	1 199	11,60	107	8,90
Total	157 781	#####	122 706	#####	35 075	28,58
Résultat d'exploitation	-5 237	-40,77	3 308	32,01	-8 545	-258,34
Produits financiers	1 505	11,71	443	4,28	1 062	240,06
Charges financières	9	0,07	11	0,11	-2	-21,91
Résultat financier	1 496	11,65	431	4,17	1 065	246,88
Quote-part des opérat. en commun						
Résultat courant	-3 741	-29,12	3 739	36,18	-7 480	-200,06
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles	1 140	8,87	2 200	21,29	-1 060	-48,19
Résultat exceptionnel	-1 140	-8,87	-2 200	-21,29	1 060	48,19
Participation des salariés						
Impôt sur les bénéfices			231	2,24	-231	-100,00
Résultat de l'exercice	-4 881	-37,99	1 308	12,66	-6 189	-473,15

Voir en page 3 le rapport de Fiducial Expertise sur les comptes annuels

	du 01/01/2022	%	du 01/01/2021	%	Var. en val. annuelle	
	au 31/12/2022	CA	au 31/12/2021	CA	en euros	%
Chiffre d'affaires H.T.	12 847	100,00	10 333	100,00	2 513	24,32
Ventes de marchandises	4 214	32,81	4 023	38,93	192	4,76
Coût d'achat marchandises vendues	3 079	23,97	3 922	37,95	-843	-21,50
Marge commerciale	1 136	26,95	101	2,51	1 035	#####
Production vendue	8 632	67,19	6 310	61,07	2 322	36,80
Production stockée						
Production immobilisée						
Production de l'exercice	8 632	67,19	6 310	61,07	2 322	36,80
Consommations de l'exercice	100 765	784,37	40 879	395,61	59 886	146,50
Valeur ajoutée	-90 997	-708,33	-34 468	-333,56	-56 529	-164,01
Subventions d'exploitation	188 725	#####	101 428	981,57	87 297	86,07
Impôts, taxes et versements assim.	3 706	28,85	3 184	30,82	522	16,39
Charges de personnel	147 132	#####	110 336	#####	36 796	33,35
Excédent brut d'exploitation	-53 111	-413,42	-46 560	-450,59	-6 550	-14,07
Reprises sur provisions et transferts	7 927	61,70	10 409	100,73	-2 482	-23,84
Autres produits	46 889	364,99	48 645	470,76	-1 756	-3,61
Dotations amortissements et prov.	5 637	43,88	7 987	77,29	-2 350	-29,43
Autres charges	1 306	10,16	1 199	11,60	107	8,90
Résultat d'exploitation	-5 237	-40,77	3 308	32,01	-8 545	-258,34
Quote-part des opérat. en commun						
Produits financiers	1 505	11,71	443	4,28	1 062	240,06
Charges financières	9	0,07	11	0,11	-2	-21,91
Résultat courant avant impôts	-3 741	-29,12	3 739	36,18	-7 480	-200,06
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles	1 140	8,87	2 200	21,29	-1 060	-48,19
Résultat exceptionnel	-1 140	-8,87	-2 200	-21,29	1 060	48,19
Participation des salariés						
Impôt sur les bénéfices			231	2,24	-231	-100,00
Résultat net de l'exercice	-4 881	-37,99	1 308	12,66	-6 189	-473,15

Voir en page 3 le rapport de Fiducial Expertise sur les comptes annuels

DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	du 01/01/2022 au 31/12/2022 Durée : 12 mois	du 01/01/2021 au 31/12/2021 12 mois
Excédent ou insuffisance brut(e) d'exploitation	-53 111	-46 560
+ Transferts de charges d'exploitation	5 027	1 279
+ Autres produits d'exploitation	46 889	48 645
- Autres charges d'exploitation	1 306	1 199
+ Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun.		
+ Produits financiers	1 505	443
- Charges financières	9	11
+ Produits exceptionnels		
- Charges exceptionnelles	1 140	
- Participation des salariés aux résultats		
- Impôts sur les bénéfices		231
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT DE L'EXERCICE	-2 144	2 365

La capacité d'autofinancement est le surplus monétaire issu de l'exploitation (c'est-à-dire le résultat courant avant dotation aux amortissements et aux dépréciations), auquel s'ajoute le solde des opérations exceptionnelles et hors exploitation, sous déduction de l'impôt sur les sociétés et de l'intéressement. Elle constitue la source de financement de l'entreprise, après une éventuelle distribution de bénéfices.

Voir en page 3 le rapport de Fiducial Expertise sur les comptes annuels

ASSD FEDERATION NATION.DES BISTROTS DE PA
4 IMP DES CORDELIERS

04300 FORCALQUIER

DOCUMENTS FISCAUX

Exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

Désignation de l'entreprise : ASSD FEDERATION NATION.DES BISTROTS DE PAYS				Néant		
Adresse de l'entreprise : 4 IMP DES CORDELIERS 04300 FORCALQUIER						
Numéro SIRET* : 45332621700016						
Durée de l'exercice exprimée en nombre de mois* : 12				Durée de l'exercice précédent* : 12		
				Ex. N-1 clos le : 31/12/2021		
				Exercice N, clos le : 31/12/2022		
ACTIF		Brut 1	Amortis.-Provisions 2	Net 3	Net 4	
I	Immobilisations - Fonds commercial*	010		012		
M	Incorporelles - Autres*	014	25 000	016	11 264	18 736
M	Immobilisations corporelles*	028	15 574	030	1 186	1 823
	Immobilisations financières* (1)	040	566	042	566	559
Total I (5)		044	41 140	048	15 489	21 118
C	Stocks - Mat. 1ères, appros en cours de prod.*	050	7 805	052	7 805	
I	- Marchandises*	060	2 226	062	2 226	3 919
R	Avances et acomptes versés sur cdes	064		066		
C	Créances - Clients et comptes rattachés*	068	3 577	070	3 577	5 876
U	(2) - Autres* (3)	072	22 628	074	22 628	19 811
L	Valeurs mobilières de placement	080		082		
A	Disponibilités	084	220 641	086	220 641	210 094
N	Charges constatées d'avance*	092	1 524	094	1 524	229
T	Total II	096	258 401	098	258 401	239 930
Total général (I + II)		110	299 542	112	273 890	261 048

PASSIF					Ex. N Net 1		Ex. N-1 Net 2	
K	Capital social ou individuel*				120			
	Ecart de réévaluation				124			
P	Réserve légale				126			
R	Réserves réglementées*				130			
	Autres réserves (dont rés. relative à l'achat d'oeuvres d'art* 131)				132	105 481	104 173	
P	Report à nouveau				134			
R	Résultat de l'exercice				136	-4 881	1 308	
E	Provisions réglementées				140			
S	Total I				142	100 600	105 481	
Provisions pour risques et charges Total II					154	2 200	5 100	
D	Emprunts et dettes assimilées (4)				156	24 751	31 503	
E	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours (4)				164			
T	Fournisseurs et comptes rattachés* (4)				166	11 814	5 895	
T	Autres dettes (4) (dont comptes courants d'associés Ex. N : 169)				172	23 525	23 069	
E	Produits constatés d'avance				174	111 000	90 000	
S	Total III				176	171 090	150 467	
Total général (I + II + III)					180	273 890	261 048	
R	(1)	Dont immobilisations financières	193	(4)	Dont dettes à plus d'un an	195		
E		à moins d'un an						
N	(2)	Dont créances à plus d'un an	197	(5)	Coût revient des immos acquises ou créées au cours de l'exercice*	182	7	
V								
I	(3)	Dont comptes courants d'associés débiteurs	199		Prix de vente hors TVA des immob cédées au cours de l'ex.*	184		

* des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice n°2033-NOT.

										Néant																																																																																								
Désignation de l'entreprise : ASSD FEDERATION NATION.DES BISTROTS DE PAYS										Exercice N, clos le (1) 31/12/2022		Ex. N-1, clos le (2) 31/12/2021																																																																																						
A - RESULTAT COMPTABLE																																																																																																		
P	Ventes de marchandises*	dont export	209			210		4 214		4 023																																																																																								
R	Production vendue biens	et livraisons	215			214																																																																																												
O	Production vendue services*	intracommunau.	217			218		8 632		6 310																																																																																								
D	Production stockée* (varié* stock produits intermédiaires, finis et en cours prod.)					222																																																																																												
	Production immobilisée*					224																																																																																												
E	Subventions d'exploitation reçues					226		188 725		101 428																																																																																								
X	Autres produits					230		54 816		59 054																																																																																								
P	Total des produits d'exploitation hors T.V.A. (I)					232		256 387		170 815																																																																																								
C	Achats de marchandises* (y compris droits de douane)					234		2 525		5 741																																																																																								
H	Variation de stock (marchandises)*					236		554		-1 819																																																																																								
A	Achats de matières 1° et autres approvisionnements* (y compris droits douane)					238		9 921																																																																																										
R	Variation de stock (matières 1ères et approvisionnements)*					240		-7 805																																																																																										
G	Autres charges externes* (dont crédit bail :					242		98 650		40 879																																																																																								
E	- mobilier																																																																																																	
	- immobilier																																																																																																	
S	Impôts, taxes et versements assimilés (dt CET* :				243		417		3 706		3 184																																																																																							
	Rémunérations du personnel*					250		117 138		87 223																																																																																								
E	Charges sociales (cf. renvoi 380)					252		29 994		23 113																																																																																								
X	Dotations aux amortissements*					254		5 637		5 087																																																																																								
P	Dotations aux provisions					256				2 900																																																																																								
L	Autres charges (dt prov. fisc. implant. commerciales étranger)				259			1 306		1 199																																																																																								
O	(dt cotisations versées aux org. syndicales et professionnelles				260																																																																																													
	Total des charges d'exploitation (II)					264		261 625		167 507																																																																																								
1 - RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)											270		-5 237		3 308																																																																																			
	Produits financiers (III)					280		1 505		443																																																																																								
D	Produits exceptionnels (IV)					290																																																																																												
I	Charges financières (V)					294		9		11																																																																																								
V	Charges exceptionnelles (VI)					300		1 140		2 200																																																																																								
E	Dont amortissement des souscriptions dans des PME innovantes art. 217 octies				347																																																																																													
R	Dont amortissement exceptionnel de 25% des constructions nouvelles art.39 q. D				348																																																																																													
S	Impôts sur les bénéfices* (VII)					306				231																																																																																								
2 - BENEFICE OU PERTE : Produits (I + III + IV) - Charges (II + V + VI + VII)											310		-4 881		1 308																																																																																			
B - RESULTAT FISCAL											312			314		4 881																																																																																		
Reporter le bénéfice comptable col.1, le déficit col.2																																																																																																		
R	Rémunérations et avantages personnels non déductibles*					316																																																																																												
E	Amortissements excédentaires (art. 39-4 CGI) et autres am. non déductibles					318																																																																																												
I	Provisions non déductibles*					322																																																																																												
N	Impôts et taxes non déductibles* (cf page 7 de la notice 2033.not)					324																																																																																												
T	Divers*,dont intérêts excédentaires des cptes-cts d'associés	247		écarts de valeurs liquidatives sur OPC	248																																																																																													
E	Fraction des loyers versés dans le cadre d'un crédit-bail immobilier et de levée d'option					251																																																																																												
G	Part de loyers dispensé de réintégration				249																																																																																													
Charges afférentes à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime											998																																																																																							
Résultat fiscal afférent à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime											999																																																																																							
Produits afférents à l'activité relevant du régime optionnel de taxation au tonnage des entreprises de transport maritime																																																																																																		
<table border="1"> <tr> <td>Entreprises nouvelle (44 sexies)</td> <td>986</td> <td></td> <td>Zone franche urbaine (44 octies a)</td> <td>987</td> <td></td> <td>Zone restruct. défense (44 terdecies)</td> <td>127</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Zone revitalisation rurales (44 quinquies)</td> <td>138</td> <td></td> <td>Bassins d'emploi à redynamiser</td> <td>991</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Reprise d'entre. en difficulté (44 septies)</td> <td>981</td> <td></td> <td>Jeune entreprise innovante (44 sexies A)</td> <td>989</td> <td></td> <td>Bassins Urbains à dynamiser - BUD</td> <td>992</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>ZFANG (44 quaterdecies)</td> <td>345</td> <td></td> <td>Investissements outre-mer</td> <td>344</td> <td></td> <td>Zone de développement prioritaire (44 septdecies)</td> <td>993</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Dont créance due au report en arrière du déficit*</td> <td>346</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Dont déduct. exception. (art 39 decies)</td> <td>655</td> <td></td> <td>Dont déduct. exception. (art 39 decies A)</td> <td>643</td> <td></td> <td>Dont déduct. exception. (art 39 decies B)</td> <td>645</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Dont déduct. exception. (art 39 decies C)</td> <td>647</td> <td></td> <td>Dont déduct. exception. (art 39 decies D)</td> <td>648</td> <td></td> <td>Dont déduct. exception. (art 39 decies E)</td> <td>641</td> <td></td> <td></td> </tr> <tr> <td>Dont déduct. exception. (art 39 decies F)</td> <td>990</td> <td></td> <td>Dont déduct. exception. (art 39 decies G)</td> <td>649</td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> <td></td> </tr> </table>										Entreprises nouvelle (44 sexies)	986		Zone franche urbaine (44 octies a)	987		Zone restruct. défense (44 terdecies)	127			Zone revitalisation rurales (44 quinquies)	138		Bassins d'emploi à redynamiser	991						Reprise d'entre. en difficulté (44 septies)	981		Jeune entreprise innovante (44 sexies A)	989		Bassins Urbains à dynamiser - BUD	992			ZFANG (44 quaterdecies)	345		Investissements outre-mer	344		Zone de développement prioritaire (44 septdecies)	993			Dont créance due au report en arrière du déficit*	346									Dont déduct. exception. (art 39 decies)	655		Dont déduct. exception. (art 39 decies A)	643		Dont déduct. exception. (art 39 decies B)	645			Dont déduct. exception. (art 39 decies C)	647		Dont déduct. exception. (art 39 decies D)	648		Dont déduct. exception. (art 39 decies E)	641			Dont déduct. exception. (art 39 decies F)	990		Dont déduct. exception. (art 39 decies G)	649									997		342		350	
Entreprises nouvelle (44 sexies)	986		Zone franche urbaine (44 octies a)	987		Zone restruct. défense (44 terdecies)	127																																																																																											
Zone revitalisation rurales (44 quinquies)	138		Bassins d'emploi à redynamiser	991																																																																																														
Reprise d'entre. en difficulté (44 septies)	981		Jeune entreprise innovante (44 sexies A)	989		Bassins Urbains à dynamiser - BUD	992																																																																																											
ZFANG (44 quaterdecies)	345		Investissements outre-mer	344		Zone de développement prioritaire (44 septdecies)	993																																																																																											
Dont créance due au report en arrière du déficit*	346																																																																																																	
Dont déduct. exception. (art 39 decies)	655		Dont déduct. exception. (art 39 decies A)	643		Dont déduct. exception. (art 39 decies B)	645																																																																																											
Dont déduct. exception. (art 39 decies C)	647		Dont déduct. exception. (art 39 decies D)	648		Dont déduct. exception. (art 39 decies E)	641																																																																																											
Dont déduct. exception. (art 39 decies F)	990		Dont déduct. exception. (art 39 decies G)	649																																																																																														
RESULTAT FISCAL AVANT IMPUTATION DEFICITS											352		354		4 881																																																																																			
Bénéf. col.1, Déficit col.2																																																																																																		
D	Déficit de l'exercice reporté en arrière (Entreprises I.S. seulement)					356																																																																																												
Déficits antérieurs reportables* :													360																																																																																					
dont imputés/résultat :																																																																																																		
RESULTAT FISCAL APRES IMPUTATION DEFICITS											370		372		4 881																																																																																			
Bénéf. col.1, Déficit col.2																																																																																																		

Désignation de l'entreprise : ASSD FEDERATION NATION.DES BISTROTS DE PAYS												Néant :		*	
I		IMMOBILISATIONS													
ACTIF IMMOBILISE		Valeur brute des immobilisations au début de l'exercice		Augmentations		Diminutions		Valeur brute des immobilisations à la fin de l'exercice		Réévaluation*					
										Val. d'origine des immo en fin d'ex.					
Fonds commercial		400	25 000	402		404		406	25 000						
Autres immob incorp.		410		412		414		416							
I	Terrains	420		422		424		426							
M	Constructions	430		432		434		436							
M	Inst. tech. mat, out	440		442		444		446							
C	Inst. géné. agenc.	450	10 516	452		454		456							
O	Mat. de transport	460		462		464		466							
R	Autres immos corp.	470		472		474		476							
	Immob. financières	480		482		484		486							
TOTAL		490	41 133	492	7	494		496	41 140						
II		AMORTISSEMENTS													
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES				Mt Amortissements au début de l'exercice		Augmentations : dotations de l'exercice		Diminutions : amort. afférents aux élts. sortis de l'actif		Mt Amortissements à la fin de l'exercice					
Fonds commercial				495	6 264	497	5 000	498		499	11 264				
Autres immobilisations incorporelles				500		502		504		506					
I	Terrains	510	512	514		516									
M	Constructions	520	522	524		526									
M	Installations techn., mat. & out. ind.	530	532	534		536									
C	Inst. générales, agencts divers	540	542	544		546									
O	Matériel de transport	550	10 516	552		554		556		10 516					
R	Autres immobilisations corporelles	560	3 236	562		637		564		566				3 872	
TOTAL				570	20 015	572	5 637	574		576	25 652				
(19 %, 15% et 0 % pour les entreprises à l'IS, 16% pour les entreprises à l'IR) (Si cadre insuffisant, joindre un état du même modèle)															
III		PLUS-VALUES, MOINS-VALUES													
Nature des immobilisations cédées virées de poste à poste, mises hors service ou réintégrées dans le patrimoine privé y compris les produits de la propriété industrielle		1	2	3	4	5									
		6	7	8	9	10									
Immobilisation	Valeur d'actif *	Amortissement	Valeur résiduelle	Prix de cession *	Plus ou moins-values										
					Court terme *	Long terme									
						19 %	15% ou 12,8%	0 %							
	1	2	3	4	5	6	7	8							
1															
2															
3															
4															
5															
6															
7															
8															
9															
10															
	578	580	582	584	586	581	587	589							
TOTAL															
Plus-values taxables à 19%		579		Régularisations *	590										
				TOTAL	596										
* Des explications concernant cette rubrique sont données dans la notice 2033-N															

Désignation de l'entreprise : ASSD FEDERATION NATION.DES BISTROTS DE PAYS								Néant :		*
1 RELEVÉ DES PROVISIONS - AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES										
A NATURE DES PROVISIONS		Montant au début de l'exercice		Augmentations : dotations exercice		Diminutions : reprises exercice		Montant à la fin de l'exercice		
Provisions réglementées	Amortis. dérogatoires	600	5 100	602		604	2 900	606	2 200	
	Dont majorations exceptionnelles de 30%	601		603		605		607		
	Autres provis. réglemt.	610		612		614		616		
Provisions pour risques et charges		620		622		624		626		
Provisions pour dépréciation	Sur immobilisations	630		632		634		636		
	Sur stocks et en cours	640		642		644		646		
	Sur clients et cptes rattac.	650		652		654		656		
	Autres prov. pour dépréc.	660		662		664		666		
TOTAL		680	5 100	682		684	2 900	686	2 200	

B MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES				C VENTILATION DES DOTATIONS AUX PROVISIONS ET CHARGES À PAYER NON DÉDUCTIBLES POUR L'ASSIETTE DE L'IMPÔT				
	Dotations		Reprises		(Si le cadre C est insuffisant, joindre un état du même modèle)			
Fonds commercial	681		683					
Autres Immos. incorp.	700		705		1	Indemn. congés payés, charges...		
Terrains	710		715		2			
Constructions	720		725		3			
Inst.Techn. Mat & Out	730		735		4			
Inst.Géné.Agenc. Div	740		745		5			
Matériel de transport	750		755		6			
Autre immos corpor.	760		765		7			
TOTAL	770		775		Total à reporter lig.322 N°2033-B			780

II DEFICITS REPORTABLES		
Déficits restant à reporter au titre de l'exercice précédent (1)	982	
Déficits transférés de plein droit (art 209 II-2- du CGI)	982 bis	
Nombre d'opérations sur l'exercice	982 ter	
Déficits imputés	983	
Déficits reportables	984	
Déficits de l'exercice	860	4 881
TOTAL des déficits restant à reporter	870	4 881

(1) Cette case comprend au montant porté sur la ligne 870 du tableau 2033D déposé au titre de l'exercice précédent.

III DIVERS				
Primes et cotisations complémentaires facultatives	381		Montant de la TVA collectée	374 11 945
Dont montant déductible des cotisations facultatives versées en application du I de l'art. 154 bis du CGI dont cot. facultatives Madelin	325			
Dont cot. facultatives aux nouveaux plans d'épargne retraite	327			
Cotisations personnelles obligatoire de l'exploitant	380		Montant de la TVA déductible sur biens et services (sauf immobilisations)	378 15 548
Dont montant déductible des cot. sociales obligatoires hors CSG-CRDS	326			
N° du centre de gestion agréé	388		Montant des prélèvements personnels de l'exploitant	399
Aides perçues ayant donné droit à la réduction d'impôt prévue au 4 de l'article 238 bis du CGI pour l'entreprise donatrice				398
Montant de l'investissement reçu qui a donné lieu à un amortissement exceptionnel chez l'entreprise investisseur dans le cadre de l'art. 217 octies du CGI				397

Désignation de l'entreprise : ASSD FEDERATION NATION.DES BISTROTS DE PAYS		Néant : <input type="checkbox"/> **	
Exercice ouvert le : 01/01/2022		et clos le : 31/12/2022	
		Durée en nombre de mois : 12	
DECLARATION DES EFFECTIFS			
Effectifs moyens du personnel :	376	3,00	
dont apprentis	657		
dont handicapés	651		
Effectifs affectés à l'activité artisanale	861		
CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE			
I - CHIFFRE D'AFFAIRES DE REFERENCE CVAE			
Ventes de produits fabriqués, prestations de services et marchandises	108	0	
Redevances pour concessions, brevets, licences et assimilés	118	0	
Plus-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si rattachées à une activité normale et courante	119	0	
Refacturations de frais inscrits au compte de transfert de charges	105	0	
Total 1	106	0	
II - AUTRES PRODUITS A RETENIR POUR LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE			
Autres produits de gestion courante hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun	115	0	
Production immobilisée à hauteur des seules charges déductibles ayant concouru à sa formation	143	0	
Subv. d'exploitation reçues	113	0	
Variation positive des stocks	111		
Transferts de charges déductibles de la valeur ajoutée	116	0	
Rentrées sur créances amorties lorsqu'elles se rapportent au résultat d'exploitation	153	0	
Total 2	106	0	
III - CHARGES A RETENIR POUR LE CALCUL DE LA VALEUR AJOUTEE			
Achats	121	0	
Variation négative des stocks	145		
Services extérieurs, à l'exception des loyers et redevances	125	0	
Loyers et redevances, à l'exception de ceux afférents à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois.	146	0	
Taxes déductibles de la valeur ajoutée	133	0	
Autres charges de gestion courante (hors quote-parts de résultat sur opérations faites en commun)	148	0	
Charges déductibles de la valeur ajoutée afférente à la production immobilisée déclarée	128	0	
Fraction déductible de la valeur ajoutée des dotations aux amortissements afférentes à des immobilisations corporelles mises à disposition dans le cadre d'une convention de location-gérance ou de crédit-bail ou encore d'une convention de location de plus de 6 mois	135	0	
Moins-values de cession d'éléments d'immobilisations corporelles et incorporelles, si attachées à une normale et courante	150	0	
Total 3	152	0	
IV - VALEUR AJOUTEE PRODUITE			
Calcul de la valeur ajoutée	Total 1 + Total 2 - Total 3	137	0
V - Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises			
Valeur ajoutée assujettie à la CVAE (à reporter sur les form. 1330-CVAE pour les multi-établissements et sur les form. 1329AC et 1329 DEF. Si la VA est négative, il convient de reporter un montant égal à zéro au cadre C des form. 1329 AC et 1329 DEF).	117	0	
Cadre réservé au mono établissement au sens de la CVAE			
Les entreprises effectuant uniquement des opérations à caractères agricoles n'entrant pas dans le champ de la CVAE ne doivent pas compléter ce cadre.			
Si vous êtes assujettis à la CVAE et un mono établissement au sens de la CVAE, compléter le cadre ci-dessous et la case 117, vous serez alors dispensé du dépôt de la déclaration n° 1330 CVAE			
Mono-établissement au sens de la CVAE	20		
Chiffre d'affaires de référence CVAE (report de la ligne 106, le cas échéant ajusté à 12 mois)	22		
Effectifs au sens de la CVAE	23		
Chiffre d'affaires du groupe économique (art. 223 A du CGI)	26		
Période de référence	du		au
Date de cessation	186		
Attention, il ne doit pas être tenu compte des lignes 121 à 146, 148 et 133 des charges déductibles de la valeur ajoutée, afférente à la production immobilisée déclarée ligne 143 et portées en ligne 128.			